

L'Allemagne va financer 22,5 millions d'euros au Burundi

PANA, 08/10/2009 Bujumbura, Burundi - L'Allemagne va débiter une somme globale de 22,5 millions d'euros pour aider le gouvernement burundais à développer certains secteurs socio-économiques vitaux du pays durant la période 2010-2011, apprend-on jeudi de source diplomatique à Bujumbura. L'accord de don a été signé entre le ministre burundais de l'Energie et des Mines, Samuel Ndayiragije et l'ambassadeur d'Allemagne au Burundi, Joseph Weiss, à la suite de négociations intergouvernementales de coopération germano-burundaise.

L'aide au développement du Burundi va ainsi passer du simple au double puisque des négociations similaires avaient abouti qu'à un blocage de seulement 11 millions d'euros sur la période 2007 à 2009, a rappelé le diplomate allemand. Concernant l'affectation de l'aide, les deux parties ont convenu de placer 18,5 millions d'euros dans des projets d'eau potable et assainissement de plusieurs régions d'urgence du Burundi. Les 4 millions restants seront affectés à des activités rentrant dans la politique nationale de décentralisation des services de l'Etat et celle de la lutte contre la pauvreté, d'après toujours la répartition de l'aide allemande. A l'ouverture des négociations, l'ambassadeur a sérieusement inquiété du nombre élevé de défis auxquels le Burundi fait face actuellement, comme "l'impunité élevée de la criminalité, les violences sexuelles, la corruption alarmante ou encore les entraves aux libertés fondamentales", avant d'encourager vivement les autorités burundaises à fournir un maximum d'efforts pour les relever et mériter la confiance du reste des bailleurs étrangers. L'Allemagne vient, en effet, à conforter les autorités burundaises commentaient à s'inquiéter de l'attitude des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux à vouloir attendre l'expiration des 2010 avant de remettre la main à la poche. Le ministre burundais du Plan, Abdallah Tabou Manirakiza, a même mis en garde publiquement, mercredi, les bailleurs de fonds du risque de "révolte sociale" et de "retour à l'insécurité" si les aides étrangères venaient à tarir, alors que c'était plutôt le bon moment pour la population de profiter des dividendes de la paix chèrement acquise au prix de plus d'une décennie de guerre civile.